

1876m735/9

(1960)

Notes Générales

<u>Série Matériel et Traction</u>	{	Sous-série	Comptabilité
		Sous-série	Utilisation et Circulation du Matériel
		Sous-série	Incidents et Accidents

SOCIÉTÉ NATIONALE

des

CHEMINS DE FER
FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL DU MATÉRIEL

RÉPERTOIRE DES INSTRUCTIONS EN VIGUEUR AU 1^{er} JANVIER 1940

SÉRIE MATÉRIEL ET TRACTION

Notes Générales

Col.

Nm.
84

NUMÉROS	DATES	NUMÉROS de Nm	OBJET	OBSERVATIONS
(1)			Sous-Série : Affaires Générales	
1-A ¹	25 avril 1939.	11	Conférences trimestrielles d'usagers.	
2-A ²	16 août 1939.	15	Mesures de sécurité à prendre pour la protection des agents : — pendant leur circulation, leur travail ou leur stationnement sur les voies, — pendant leur intervention sur le matériel roulant.	
3-A ³	1 ^{er} sept. 1939.	20	Contrôle des effectifs des Services du Matériel et de la Traction.	
			Sous-Série : Comptabilité	
1-A ¹	5 oct. 1939.	60	Application de la taxe à la production au Service Central du Matériel.	
			Sous-Série : Construction et Entretien	
			(Néant)	

(1) Les chiffres portés en exposant de la lettre A constituent la numérotation des Notes distribuées jusqu'aux Arrondissements. La lettre C est mise pour « Circulaire ».

DOCUMENTS	OBJET	N. G.
	Accidents. — Commission supérieure des accidents.	Incidents et accidents N° 1 A1.
	Charges. — Détermination des tonnages des trains en vue de l'évaluation des charges imposées aux machines et de l'établissement des statistiques d'utilisation des trains.	Utilisation et circulation du matériel N° 4.
	Circulation des trains. — Surveillance de la régularité de la circulation des trains.	Utilisation et circulation du matériel N° 2 A2.
	Conférences. — Conférences trimestrielles d'usagers.	Affaires Générales N° 1 A1.
	Contrôle. — Contrôle des effectifs des Services du Matériel et de la Traction.	Affaires Générales N° 3 A3.
	Effectifs. — Contrôle des effectifs des Services du Matériel et de la Traction.	Affaires Générales N° 3 A3.
	Informations. — Poste central d'informations, postes régionaux d'informations.	Incidents et accidents N° 1 A1.
	Location, de places. — Utilisation de plaques d'itinéraire et identification des voitures comportant des places louées.	Utilisation et circulation du matériel N° 5.
	Machines de manœuvres. — Manœuvres par machines, décompte du travail et imputations budgétaires.	Utilisation et circulation du matériel N° 3 A3.
	Manœuvres par machines. — Manœuvres par machines, décompte du travail et imputations budgétaires.	Utilisation et circulation du matériel N° 3 A3.
	Permanences. — Rôle et fonctionnement des postes de commandement, permanences et postes de régulation ainsi que des autres organes d'Arrondissement d'Exploitation dépendant des postes de commandement.	Utilisation et circulation du matériel N° 1 A1.
	Plaques d'itinéraire. — Utilisation de plaques d'itinéraire et identification des voitures comportant des places louées.	Utilisation et circulation du matériel N° 5.
	Postes de commandement. — Rôle et fonctionnement des postes de commandement, permanences et postes de régulation ainsi que des autres organes d'Arrondissement d'Exploitation dépendant des postes de commandement.	Utilisation et circulation du matériel N° 1 A1.

(1) Les chiffres portés en exposant de la lettre A constituent la numérotation des Notes distribuées jusqu'au

OBJET	DOCUMENTS	OBSERVATIONS
<p>Postes d'informations. — Poste Central d'informations, postes régionaux d'informations.</p> <p>Protection des agents. — Mesures de sécurité à prendre pour la protection des agents pendant leur circulation, leur travail ou leur stationnement sur les voies pendant leur intervention sur le matériel roulant.</p> <p>Régulation (postes de). — Rôle et fonctionnement des postes de commandement, permanences et postes de régulation ainsi que des autres organes d'Arrondissement d'Exploitation dépendant des postes de commandement.</p> <p>Sécurité des agents. — Mesures à prendre pour la protection des agents pendant leur circulation, leur travail ou leur stationnement sur les voies pendant leur intervention sur le matériel roulant.</p> <p>Taxe à la production. — Application de la taxe à la production au Service Central du Matériel.</p> <p>Usagers. — Conférences trimestrielles d'usagers.</p>	<p>N. G.</p> <p>Incidents et accidents. N° 1 A¹.</p> <p>Affaires Générales. N° 2 A².</p> <p>Utilisation et circulation du matériel. N° 1 A¹.</p> <p>Affaires Générales. N° 2 A².</p> <p>Comptabilité. N° 1 A¹.</p> <p>Affaires Générales. N° 1.</p>	

Paris, le 16 mars 1940.

Col.

Nm.
47

ORGANISATION DE LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DANS LES SERVICES DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION

La présente note est destinée à compléter les indications données par l'Instruction Générale Personnel N° 5 sur les organismes chargés de la prévention des accidents du travail. Elle ne traite pas des fonctions des Délégués à la sécurité.

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL AU SERVICE CENTRAL DU MATÉRIEL

Article 1^{er}. — Rôle de la Subdivision Tpa.

Les questions de sécurité du travail sont suivies par la Subdivision spécialisée Tpa rattachée à la Division du Service Général.

Cette Subdivision assure l'unité de vues entre les Services de Sécurité régionaux. Elle recherche les meilleures méthodes de prévention applicables aux Services M.T., élabore les règlements généraux et consignes générales de sécurité. Elle examine, en liaison avec les Divisions intéressées du Service Central T, les suggestions, les questions relatives à l'outillage ou aux installations, etc...

Elle recherche ou étudie les appareils de protection, en règle l'approvisionnement, prépare les réunions de la Commission Centrale de Sécurité du Matériel et en assure le Secrétariat.

L'agent chargé de cette Subdivision, effectue de fréquentes tournées d'inspection dans les établissements.

CHAPITRE II

SERVICES RÉGIONAUX

Article 2. — Inspecteurs de sécurité.

Dans chaque Service Régional du Matériel et de la Traction un Inspecteur est chargé des questions de Sécurité du Travail pour l'ensemble des Etablissements de la Région.

(modifications, réglementation, etc...) qu'il y a lieu de prendre pour éviter
ents, ainsi que tous les dispositifs de protection dont il convient de doter le
et le matériel.

inspecte fréquemment tous les établissements, dans le but de s'assurer :
struction individuelle des agents en matière de sécurité et de la façon dont elle
née,
lisation des appareils de protection.

effectuée, sur place, toute enquête nécessaire à propos d'un accident grave ou
ristique.

centralise tous les renseignements relatifs aux accidents, fait établir les sta-
nécessaires et les communique avec les observations du Chef de service M.T.
lissements.

l'occupe, en accord avec le Service de Santé, de toutes les questions d'hy-
à salubrité.

vérifie les consignes d'incendie et les moyens dont disposent les Etablis-
r combattre les incendies.

communique à la Subdivision Tpa du Service Central les renseignements sta-
ainsi que les résultats des enquêtes et les mesures préventives morales et
prises à la suite des accidents.

assiste aux réunions mensuelles de la Commission Centrale de Sécurité du Ser-
al T.

CHAPITRE III

ARRONDISSEMENTS M. ET T.

— Rôle du Chef d'Arrondissement.

e Arrondissement du Matériel, de la Traction, du Service Electrique, forme,
de sécurité, une circonscription régionale (Décret du 18 avril 1931).

ef d'Arrondissement est Chef de la sécurité dans l'étendue de son comman-

personnellement cette question, en particulier au cours de ses tournées, et
ec ses collègues des autres Services pour l'étude des questions communes.

ef d'Arrondissement peut charger les Inspecteurs de son Service de toutes
latives à la sécurité ou après des accidents.

Article 5. — Responsabilité du Chef d'Etablissement.

Le Chef d'établissement est toujours le chef responsable de

Article 6. — Chef de sécurité.

Dans les Etablissements importants, le Chef d'établissement
la lutte contre les accidents du travail par un gradé, chef de sécu-
gné par le Chef d'Arrondissement intéressé.

Article 7. — Missions du Chef de sécurité.

Le chef de sécurité a pour missions principales :

- a) de procéder à des enquêtes immédiates sur tous les acci-
- b) De s'assurer fréquemment de la correcte application des
de la bonne utilisation et du bon fonctionnement des dispositifs
disposition des agents.
- c) De faire des tournées fréquentes dans les différentes par-
pour rechercher, **préventivement**, les causes possibles d'accidents
à les éviter.

Article 8. — Conseils locaux de sécurité du travail.

Dans chaque établissement important fonctionne un « Conse-
par le chef d'établissement.

Ce Conseil se compose :

- a) du chef de sécurité (dans les établissements où il existe);
- b) du chef de l'école d'apprentissage (le cas échéant);
- c) d'un représentant de la maîtrise de chacune des profession-
blissement (1);
- d) d'un certain nombre d'agents d'exécution appartenant aux
de l'établissement et choisis parmi les plus éclairés, les plus
voués à la sécurité (1).

Ces derniers sont changés tous les 6 mois par moitié, de fa-
nombre d'agents passent dans ce Conseil.

Le nombre d'agents à désigner pour faire partie du « Con-
fonction de l'importance de l'établissement.

Article 9. — Fréquence des réunions du Conseil de Sécu

Le Conseil doit être régulièrement réuni au début des « S
Sont examinés à cette occasion les accidents notés sur le Registre
les suggestions présentées.

En dehors de ces réunions périodiques, les chefs d'établiss-
hésiter à provoquer des réunions spéciales à l'occasion d'accid

(1) Ces agents sont désignés par le Chef d'Arrondissement sur proposition du

Article 10. — Registre préventif et général de sécurité.

Ce registre tenu dans chaque établissement comporte deux parties :

- a) **une partie préventive** où sont inscrits par les chefs d'établissement ou le chef de sécurité :
- 1° les anomalies relevées et les améliorations qui en découlent,
 - 2° les remarques faites aux agents qui enfreignent les consignes de sécurité où travaillent dans de mauvaises conditions ainsi que, le cas échéant, les punitions infligées,
 - 3° les suggestions relatives à la sécurité (sauf celles émanant du Chef d'établissement ou du Chef de sécurité) le nom de leur auteur et la date avec, en regard, l'avis du chef d'établissement, la suite donnée et la date de réalisation s'il y a lieu;
- b) **une partie accidents** où sont inscrits les accidents, entraînant ou non une interruption de service, avec indication de la date, de l'heure, du nom, de la profession et de la fonction exercée par l'accidenté et des causes de l'accident.

En regard, le Chef d'établissement indique : les responsabilités encourues, les mesures prises ou envisagées et, le cas échéant, les punitions infligées aux accidentés ou à leurs gradés.

Article 11. — Visa du Chef d'Arrondissement.

Ce registre doit être adressé, à la fin de chaque semaine de sécurité au chef d'Arrondissement qui le vise.

Article 12. — Statistiques des accidents.

Les statistiques sont établies par le Service Régional et sont adressées trimestriellement aux Arrondissements. Elles comprennent :

1° Statistique des accidents survenus (Fréquence).

Ces renseignements sont fournis sous la forme d'un tableau à afficher dans chacun des établissements qui y figurent. Sont seuls indiqués sur ces tableaux les établissements ayant un effectif supérieur à 50 hommes.

2° Accidents consolidés (Fréquence et gravité).

Ces renseignements sont fournis pour tous les établissements sous la forme d'un cahier-navette qui est adressé aux chefs d'arrondissement pour être communiqué aux chefs d'établissements de leur ressort.

Les chefs d'établissements prennent attachement des renseignements les concernant et comparent les résultats de leur établissement à ceux des établissements de même importance des différents Arrondissements de la même Division.

Le Directeur Général,

R. LE BESNERAIS.

SOCIÉTÉ
NATIONALE

des
CHEMINS DE FER
FRANÇAIS

NOTE GÉNÉRALE
MATÉRIEL ET TRACTION — Comptabilité N° 1-A¹

Paris, le 10 avril 1940.

Tc

Col.

Nm.
66

Tirage annulant et remplaçant celui du 5 Octobre 1938

APPLICATION DE LA TAXE A LA PRODUCTION
AU SERVICE DU MATÉRIEL ET TRACTION

Article 1^{er}. — Généralités.

L'Administration des Contributions Indirectes a décidé qu'à partir du 1^{er} janvier 1938, la S.N.C.F. serait soumise à la taxe à la production sur la valeur de ses fabrications.

Les Etablissements du Service du Matériel considérés par l'Administration comme susceptibles d'effectuer des fabrications taxables sont exclusivement **les Grands Ateliers**.

Les fabrications, faites par ces Grands Ateliers, qui doivent être considérées comme taxables sont uniquement les suivantes :

- 1° — la confection, en partant de matière brutes ou demi-ouvrées, de pièces pour le réapprovisionnement des Magasins;
- 2° — la construction de matériel roulant et les confections pour le compte de tiers.

La taxe à la production est due sur la valeur de ces confections ou de ces constructions, sous déduction de la valeur des matières incorporées, directement ou indirectement pour lesquelles la taxe a déjà été payée dès leur entrée en magasin, puisqu'elles sont achetées en taxe acquittée.

La taxe est donc due sur la valeur de la main-d'œuvre **directe** incorporée dans ces confections ou ces constructions, majorée de la part des frais généraux autres que les matières de frais. Il a été admis avec l'Administration que cette majoration serait fixée forfaitairement à 100 %.

Par contre la revente en suspension de taxe à des tiers producteurs de matières acquises par la S.N.C.F. en taxe acquittée entraînera pour cette dernière le droit à restitution de la taxe à la production correspondante.

istration a admis que, pour un Atelier déterminé, la **main-d'œuvre directe** des pour les Magasins Généraux serait considérée comme une proportion la main-d'œuvre totale et que par suite sa valeur mensuelle serait obtenue au montant brut de l'état de solde d'un coefficient fixe accepté par elle chaque année, avec préavis de 3 mois de l'une ou l'autre des parties.

révision, ce coefficient sera, pour chaque Grand Atelier, le quotient de la **main-d'œuvre directe** imputée aux commandes de confection pour le compte Généraux pendant une année par le montant brut des états de solde de

par Grand Atelier, des nouveaux coefficients proposés sera soumise pour avec justifications des calculs à l'Administration, par l'intermédiaire des niers qui notifieront ensuite les coefficients révisés.

Calcul de la valeur mensuelle de la main-d'œuvre directe des constructions de matériel roulant et des confections pour le compte de tiers.

est fait par relevé du montant des **heures directes** imputées aux commandes et de confections correspondantes.

Relevé de la valeur des matières cédées à des tiers en suspension de taxe.

un relevé de la valeur des matières cédées à des tiers en suspension effective de cession déduction faite de tous frais généraux).

Détermination de la valeur taxable.

est déterminée mensuellement à la détermination de la valeur taxable suivant le modèle est donné en annexe I.

région adresse directement aux Services Financiers, le 10 de chaque mois précédant, la feuille de décompte des valeurs taxables.

Comptabilité de la taxe à la production.

es payées chaque mois, au titre de la taxe à la production, seront imputées d'un § spécial ouvert à l'article 24 du chapitre III.

t les sommes payées chaque mois par les Services Financiers seront reportées au débit de chaque Service du Matériel et de la Traction régional imputation comptable.

Note Générale.

L'application de cette majoration sur les prix de revient et sa table seront effectuées par les Services intéressés de chacune des R

Enfin à l'occasion de cession à un tiers en suspension de taxe à la production qui aura été déduit du prix de vente sera porté spécial précité (2).

Les imputations de débit étant déterminées au moyen de sommairement et les imputations de crédit calculées sur les dépenses réelles le compte spécial de la taxe à la production accusera toujours un solde

Ce solde sera réparti en fin d'exercice en même temps et de la soldes de frais généraux figurant en fin d'exercice à l'article 24.

Le Directeur

R. LE BESN

(1) C'est-à-dire : $\frac{2 \times 9}{100 - 9}$

(2) Il est en effet à remarquer qu'en cas de vente à un tiers en suspension de taxe, le prix de cession sera égal au prix de revient majoré de la déduction de la taxe. En principe, le prix de cession sera égal au prix de revient majoré de la déduction de la taxe. En principe, le prix de cession sera égal au prix de revient majoré de la déduction de la taxe. En principe, le prix de cession sera égal au prix de revient majoré de la déduction de la taxe.

Région d Décompte de la valeur taxable du mois de 19

DÉSIGNATION des Ateliers	MAIN-D'OEUVRE DE CONFECTION			Main-d'œuvre de construction de matériel roulant ou de confections pour les tiers	TOTAL de la main-d'œuvre de fabrication (col. 4 + col. 5)	MAJORATION pour frais généraux (100 % x col. 6)	VALEUR taxable (col. 6 + col. 7)	A DÉDUIRE — Valeur des matières cédées en suspension de taxe	VALEUR taxable nette (col. 8 - col. 9)	OBSERVATIONS
	Montant brut des états de solde	Proportions admisées de main-d'œuvre de confection	Valeur forfaitaire de la main-d'œuvre de confection (col. 2 x col. 3)							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11

A , le

Paris, le 5 Octobre 1938.

Tc

APPLICATION DE LA TAXE A LA PRODUCTION
AU SERVICE DU MATÉRIEL ET TRACTION.

ARTICLE PREMIER. - GÉNÉRALITÉS.

L'Administration des Contributions Indirectes a décidé, qu'à partir du 1^{er} janvier 1938, la S.N.C.F. serait soumise à la taxe à la production sur la valeur de ses fabrications.

Les Etablissements du Service du Matériel considérés par l'Administration comme susceptibles d'effectuer des fabrications taxables sont exclusivement les Grands Ateliers.

Les fabrications, faites par ces Grands Ateliers, qui doivent être considérées comme taxables sont uniquement les suivantes :

- 1° - la confection, en partant de matières brutes ou demi-ouvrées, de pièces pour le réapprovisionnement des Magasins;
- 2° - de façon tout à fait exceptionnelle, la construction de matériel roulant prototype.

La taxe à la production est due sur la valeur de ces confections ou de ces constructions, sous déduction de la valeur des matières incorporées, directement ou indirectement pour lesquelles la taxe a déjà été payée dès leur entrée en magasin, puisqu'elles sont achetées en taxe acquittée.

La taxe est donc due sur la valeur de la main-d'oeuvre directe incorporée dans ces confections ou ces constructions, majorée de la part des frais généraux autres que les matières de frais. Il a été admis avec l'Administration que cette majoration serait fixée forfaitairement à 100 %.

Par contre la revente en suspension de taxe à des tiers producteurs de matières acquises par la S.N.C.F. en taxe acquittée entraînera pour cette dernière le droit à restitution de la taxe à la production correspondante.

ARTICLE 2 - CALCUL DE LA VALEUR MENSUELLE DE LA MAIN-D'OEUVRE DIRECTE DES CONFECTIONS.

L'Administration a admis que, pour un Atelier déterminé, la main-d'oeuvre directe des confections serait considérée comme une proportion constante de la main-d'oeuvre totale et que par suite sa valeur mensuelle serait obtenue par application au montant brut de l'état de solde d'un coefficient fixe accepté par elle et révisable chaque année, avec préavis de 3 mois de l'une ou l'autre des parties.

Ce coefficient sera, pour chaque Grand Atelier, le quotient

, par l'intermédiaire des Services Financiers qui notifi-
cations les coefficients approuvés.

LA VALEUR MENSUELLE DE LA MAIN-D'OEUVRE DIRECTE DES CONSTRUCTIONS
EL ROULANT PROTOTYPE.

lcul est fait par relevé du montant des heures directes
la commande de construction.

LA VALEUR DES MATIÈRES CÉDÉES A DES TIERS EN SUSPENSION DE TAXE.

ra tenu un relevé de la valeur des matières cédées à
en suspension de taxe (valeur effective de cession dédu-
de tous frais généraux).

TION DE LA VALEUR TAXABLE.

t procédé mensuellement à la détermination de la valeur
ivant modèle de décompte donné dans l'annexe I.

e Région adresse directement aux Services Financiers, le
ue mois pour le mois précédent, la feuille de décompte
s taxables.

ITÉ DE LA TAXE A LA PRODUCTION.

ommes payées chaque mois, au titre de la taxe à la pro-
seront imputées au débit d'un § spécial ouvert à l'arti-
bchapitre III.

effet les sommes payées chaque mois par les Services
seront respectivement portées au débit de chaque Ser-
tériel et de la Traction régional qui en fera l'imputa-
able.

re part, le § spécial de l'article 20 ci-dessus recevra
le montant d'une majoration de 19 % (1) sur la valeur de
oeuvre directe imputée sur toutes les commandes de fa-
mentionnées aux 1° et 2° du § 1er de la présente ins-

ication de cette majoration sur les prix de revient
alisation comptable seront effectuées par les Services

Les imputations de débit étant déterminées
évaluées forfaitairement et les imputations
les dépenses réelles, il s'ensuit que le comp-
à la production accusera toujours un solde.

Ce solde sera réparti en fin d'exercice
la même façon que les soldes de frais généraux
d'exercice à l'article 20.

ARTICLE 7. - DATE DE MISE EN VIGUEUR.

- 1° - La liste par Grand Atelier des coeffi-
l'Administration avec justification de
au dernier alinéa du § II) est à adre-
bre 1938 aux Services Financiers - Les
effectués d'après les résultats des l
- 2° - Dès que l'Administration aura donné s
coefficients proposés, les Services F
connaître aux Services M.T. des Régio
dans un délai de 15 jours, adresser a
les états prévus au § IV, relatifs au
lées depuis le 1er janvier 1938.
- 3° - Les majorations sur les prix de revie
seront appliquées à partir du ler du
réception de la présente instruction.

Le Directeur
P.O. Le Di
du Service Central
J. LEVY

(1) - Il est en effet à remarquer qu'en cas de vente à un tiers en
le prix de cession devra tenir compte de la déduction de la

Région d

DÉCOMPTÉ DE LA VALEUR TAXABLE DU MOIS DE

19

Désignation des Ateliers	MAIN-D'OEUVRE DE CONFECTION				Main-d'œuvre de construction de matériel roulant	Total de la main-d'œuvre de fabrication (col.4 + col.5)	Majoration pour frais généraux (100 % x col. 6)	Valeur taxable (col. 6 + col.7)	A déduire: Valeur des matières cédées en suspension de taxe 9	Valeur taxable nette (col.8 - col.9)	OBSERVATIONS
	Montant brut des états de solde	Proportions admissibles de main-d'œuvre de confection	Valeur forfaitaire de la main-d'œuvre de confection (col.2 x col.3)	4							
1	2	3			5	6	7	8	9	10	11

A

le

Sous-série Utilisation et Circulation du Matériel

note Générale n° 3^{A3}

Série Matériel et Routes - sous-série Utilisation et
Circulation du matériel

Manœuvres par machines - décompte du
travail et imputations Budgétaires

(Voir note Générale n° 3^{A3} - Série Mouvement
sous-série Affaires Générales)

note Générale n° 2 A²
Série Matériel et Ration - Sous série Utilisation et
Circulation du Matériel

Surveillance de la Régularité de la Circulation
des Trains

(Voir note Générale n° 2 A² - Série Mouvement
sous série affaires Générales

Sous-série Incidents et Accidents

Noté Générale n° 2 A²

Série Matériel et Ractez - Sous série Truicent et
Accidents

Commission Supérieure des Accidents

(Voir Noté Générale n° 1 A¹ Série Mouvement
Sous série affaires Générales
